



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-2088
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017, donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à M. Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-2088, déposé le 4 décembre 2017 par Monsieur Aurélien VASSEUR, relatif à un projet de boisement sur la commune de Fillièvres dans le Pas-de-Calais ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée le 14 décembre 2017 ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer un boisement de 3,2 hectares sur des terres actuellement exploitées en prairie pâturée, relève de la rubrique 47°c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare ;

Considérant que les essences choisies pour le projet de boisement sont le Chêne sessile, le Hêtre, le Sycomore, le Merisier, l'Érable plane, le Charme, le Bouleau, le Châtaignier, le Chêne rouge d'Amérique et une haie d'Aulne ;

Considérant la localisation du projet sur des prairies au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique « la haute vallée de la Canche et ses versants en amont de Sainte Austreberthe » n°310007267, signalant la présence d'espèces protégées liées aux milieux humides et aux pelouses calcicoles, susceptibles d'être impactées par le projet de boisement ;

Considérant la présence d'un corridor écologique de type pelouses calcicoles à 300 mètres du projet, et d'un corridor écologique de type prairie/bocage à 800 mètres du projet ;

Considérant la nécessité d'étudier notamment la sensibilité du sol au tassement, en fonction de la pierrosité et de l'hydromorphie avant tout boisement ;

Considérant que la plantation de Chêne rouge d'Amérique est à éviter en Europe sur les sols calcaires ou engorgés, même temporairement, et que son utilisation est à réaliser avec précaution, en raison de son impact sur la régénération des espèces indigènes, notamment celle du Chêne pédonculé et du Chêne sessile, et qu'il est nécessaire d'étudier ;

Considérant que le projet est de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet de création d'un boisement sur la commune de Fillièvres, déposé par Monsieur Aurélien VASSEUR, est soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

02 JAN. 2018

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint

Yann GOURIO



1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

